

Médias

Une dizaine de journalistes de l'audiovisuel en formation au Bureau Afrique de Radio Nederland

Il se tient depuis hier au Bureau Afrique de Radio Nederland à Cotonou un atelier de formation en techniques de journalisme Radio-TV auquel prennent part une dizaine de journalistes de plusieurs radios et télévision privées.

Par Joël TOFFOUN

Depuis quatre ans, la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC), l'organe de régulation des médias au Bénin travaille à renforcer les capacités professionnelles des journalistes de la presse écrite.

Auparavant, la HAAC faisait voyager les journalistes sur Dakar (Sénégal) où ils suivent des formations de courte durée.

Depuis bientôt deux ans, elle a changé de stratégie. Elle confie aux associations de presse la formation. Cette année, dans le cadre de la mise en oeuvre du volet formation de l'aide de l'Etat à la presse privée (gestion 2000), elle vient de signer une Convention avec le Bureau Afrique de Radio Nederland en vue de l'organisation d'un atelier de formation en techniques de journalisme Radio-TV. Cette formation réunit ainsi au siège du Bureau Afrique de Radio Nederland à

Akpakpa (Cotonou) une dizaine de représentants des radios: Tokpa, CAPP-FM, Planète, Carrefour, Golf FM, Afrique Espoir et la Télévision LC2.

Pendant 12 jours, ces journalistes des radios et télévision privées du Bénin doivent approfondir leur connaissance en techniques de l'interview radiophonique, en genres particuliers d'interview radiophonique à savoir le micro-trottoir, l'invité en studio et la table ronde.

L'enregistrement et le montage de l'interview, l'écriture radiophonique, la collecte et le traitement de l'information, les techniques des reportages d'actualité sont au programme de cette formation.

Les participants à cette formation ne resteront pas sédentaires au Bureau Afrique de la radio Nederland. Ils vont visiter plusieurs radios. Notamment une radio commerciale: Radio Planète, une radio confessionnelle: Radio Maranatha, une radio associative: Radio CAPP-FM.

Les techniques de l'investigation, les droits et devoirs du journaliste feront objet de communication et de débat.

Cette formation ne sera pas seulement théorique.

Les journalistes renforceront leurs capacités en enregistrement et en montage audiovisuel.

A la cérémonie d'ouverture de la formation, le Directeur Bureau Afrique de la Radio Nederland M. Soulé Issiaka, a assuré la HAAC que sa structure mettra tout en oeuvre pour atteindre les objectifs de renforcement des capacités professionnelles de la HAAC. C'est la première fois, a-t-il rassuré, que ma structure a en charge cette mission.

Pour un coup d'essai, ce sera notre devoir de réussir un coup de maître, a ajouté M. Soulé Issiaka. L'objectif du Bureau Afrique de Radio Nederland est de disposer au Bénin d'un bassin de professionnels rompus à la tâche.

Pour sa part, le vice-président de la HAAC, M. Noël Allagbada dans son mot d'ouverture, a indiqué que la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication en confiant cette mission au Bureau Afrique de la Radio Nederland ambitionne de mettre des compétences nationales au service de la formation. Il a enfin encouragé les participants à saisir l'occasion pour accroître leurs connaissances.

Défaillance dans la prestation des services d'utilité publique

Un séminaire de la Ligue des consommateurs pour réfléchir au problème

«Contribution à l'amélioration de la qualité des services bancaires, d'eau et d'électricité et des télécommunications au Bénin». C'est le thème d'un séminaire de deux jours qui s'ouvre demain au Conseil national des chargeurs du Bénin (CNCB). Il est organisé par la Ligue pour la Défense du consommateur au Bénin (LDCB), avec le soutien financier de l'OPT, Télécel et Ecobank.

Par Edgard COUAO-ZOTTI

Au Bénin, les usagers de la SBEE, de l'OPT et des banques ont souvent des difficultés à obtenir des prestations de service de qualité.

Pour une opération de caisse, retrait ou versement, le client doit passer en moyenne deux heures devant les guichets. Tant il y a beaucoup de monde.

Pour obtenir à la Société Béninoise d'Electricité et d'Eau (SBEE) un branchement d'eau et ou d'électricité, il faut, selon le président de la LDCB, M. Romain Abilé Houéhou, avoir un ami ou un parent dans la société. A défaut, vous devez arpenter les bureaux de l'agence où vous avez déposé votre demande, si vous voulez être satisfait dans un délai plus raisonnable.

Au niveau des services des télécommunications, c'est encore un autre calvaire. Le demandeur peut passer toute une année, voire plus, sans avoir sa ligne téléphonique. Et quand il finit par obtenir le branchement, si ce ne sont pas des factures salées avec quelques erreurs qui lui sont adressées, l'abonné passe des heures au guichet avant de régler sa note. Des anomalies que dénonce la Ligue pour la Défense du Consommateur au Bénin. C'est pour trouver des approches de solutions à ces problèmes liés à la qualité

des services de l'OPT, de la SBEE et des banques que la LDCB agissant au nom des consommateurs a convoqué ledit séminaire. Il regroupera, outre les institutions de la République, les directeurs ou les représentants des prestataires de services d'utilité publique, les organisations de consommateurs, les journalistes et communicateurs, les partenaires au développement, les organisations de la société béninoise.

L'objectif d'un tel séminaire est d'instaurer le dialogue social entre les consommateurs du Bénin et les prestataires de service.

Le séminaire permettra de mettre en place un Observatoire d'Analyse des Services d'Utilité Publique (OBASUP). Ceci facilitera les échanges d'informations entre les principaux acteurs économiques.

Il est prévu quatre communications à savoir: «Les services de la SBEE face aux enjeux du développement au Bénin». «La politique des télécommunications au Bénin face aux exigences du développement».

«La qualité des services bancaires et le développement économique du Bénin».

«Nécessité de l'existence d'un organe indépendant de régulation des services de télécommunications au Bénin».

Cinquantième de l'école primaire de Kéré

Les anciens élèves se souviennent

Créée en 1951, l'école primaire publique de Kéré a eu cinquante ans cette année. L'événement a été fêté vendredi dernier à Kéré dans la sous-préfecture de Glazoué. C'était en présence de plusieurs anciens élèves dont l'actuel ministre des Travaux publics et des Transports, M. Joseph Sourou Attin.

Par Pintos GNANGNON

L'école de Kéré remplie de monde a fait peau neuve pour la circonstance. Chants, tam-tams et danses agrémentaient l'ambiance vendredi dernier. Et c'était devant des anciens élèves et en présence d'une foule nombreuse tous en uniforme que le porte-parole de la première promotion de l'école Bernard Koufo a pris la parole pour rendre hommage au tout



Jeunes et anciens élèves étaient présents à la fête

premier directeur de l'école primaire publique de Kéré, M. Rigobert Guézodjè. Ce dernier était l'un des invités d'honneur de la cérémonie. Il a fait un bref historique de cette promotion qui a terminé son cycle primaire en 1957 avec cinq élèves admis au CEPE d'alors.

Le ministre Joseph Sourou Attin qui se réclame de la promotion intermédiaire de cette école, parce que ayant commencé ces études primaires au Nigeria puis à Savè avant de rejoindre finalement cette école, dont il est aujourd'hui l'un des cadres qui en font la fierté.

Photo: G. HOUNSOUNOU